

S'engager pour l'Europe. Que peuvent les citoyens âgés ?

Une conférence de Christian Lequesne, Professeur de Science Politique, à la mairie du 7^e arrondissement, dans le cadre des « 5 à 7 » de OLD'UP.

Après quelques mots d'introduction de Jean-Daniel Remond, Président de OLD'UP, la parole est donnée à Françoise Sauvage, responsable à OLD'UP du groupe « L'Europe et le Monde », qui a bien connu Christian Lequesne lorsqu'elle était chargée du développement international à Sciences Po Paris et rappelle le profil très européen du conférencier. Après un vibrant « L'Europe, nous, les personnes âgées, nous y croyons ! », elle passe le micro à Christian Lequesne.

Le temps des polycrises

Le projet politique européen a été quelque peu malmené ces dernières années par une succession de crises violentes. A la crise financière de 2008, a succédé en 2015 une arrivée massive de réfugiés en provenance de Syrie et d'Afghanistan. Puis ce fut le Brexit (nous pensions naïvement il y a vingt ans que c'était impossible de sortir de l'Union. Cette possibilité théorique est devenue réalité grâce aux Anglais !). Ensuite nous avons eu le covid, qui a touché le monde entier et tout particulièrement l'Europe. L'Union européenne a dû faire face à cette crise sanitaire d'un nouveau genre. Elle l'a fait d'abord dans une certaine cacophonie, avant de se rendre compte que la lutte ne serait pas efficace tant que les Etats ne se regroupaient pas. C'est ainsi qu'elle a procédé à des achats groupés de vaccins par exemple. Ce moment de solidarité, qui n'a pas été suffisamment noté me semble-t-il, a été suivi par un Plan de Relance appuyé par l'Allemagne et que nous commençons à mettre en œuvre. Cet exercice réussi de solidarité financière est une très bonne nouvelle pour l'Europe.

Les Etats européens ne sont pas tous sur la même ligne en ce qui concerne la dette. Les Français s'opposent régulièrement aux Allemands sur le respect des critères. Nous sommes habitués à ne pas être d'accord avec les Allemands ! Mais ce qui caractérise la relation franco-allemande au sein de l'Union, c'est le système pacifique de résolution des conflits qui a fait ses preuves au fil des années. Nous finissons toujours par trouver une forme de compromis raisonnable qui permet malgré tout de faire avancer les 27.

La montée des populismes

Partout en Europe, on observe depuis quelques années une montée des mouvements populistes. Le rejet des élites, qui est en une composante, s'accompagne généralement d'un rejet de l'Europe. Les populistes estiment que le bien-être des peuples passe par le retour à des mesures nationales et que l'évolution européenne est négative tant sur le plan économique que sur le plan culturel.

Dans certains pays, les forces populistes ont gagné des élections libres (sans avoir besoin de faire des coups d'Etat !) : en Hongrie, en Pologne, en Italie. En Grande-Bretagne, elles ont beaucoup milité en faveur du Brexit.

Les populistes trouvent un écho favorable dans les classes populaires et les classes moyennes. Ils ont d'ailleurs pour objectif de poursuivre la conquête des classes moyennes et ça marche ! L'ouverture économique favorisée par les instances européennes a destabilisé des pans entiers de la protection sociale, avec un impact très fort sur ces classes moyennes. Souvenons-nous des Gilets Jaunes : ceux qui manifestaient pensaient qu'il n'y a plus aucune chance que leurs enfants vivent mieux qu'eux.

Il faut cependant nuancer ces propos. En Pologne et en Hongrie, où les élections ont mis au pouvoir des dirigeants populistes, les sondages montrent que le peuple dans sa grande majorité ne souhaite pas sortir de l'Europe. En 2017, Marine Le Pen avait commencé sa campagne en disant qu'elle voulait sortir de l'Union européenne puis elle a cessé d'en parler : elle s'est rendu compte que ce n'est pas une priorité pour son électorat.

Comment lutter contre les partis populistes ? Ce n'est pas facile car ils se placent généralement sur le plan des valeurs. Écoutons les discours de Viktor Orbán. Ré-entendons les arguments des Brexiters en Grande-Bretagne : balayant les arguments économiques qui militaient en faveur du *Remain*, ils ont joué sur un registre émotionnel, évoquant l'histoire fantastique de leur pays avec des accents épiques.

Des gouvernements populistes prennent parfois des libertés avec le droit tel qu'il a été défini dans les traités européens. C'est le cas de la Hongrie. Bien sûr, il est possible de sanctionner ces pays mais pour ce faire, l'unanimité est requise, ce qui est impossible dans les faits ! L'Union a imaginé un nouvel outil qui ne requiert qu'une majorité simple : la sanction financière. Il semble que cela puisse avoir une efficacité réelle mais il faudra en juger sur le long terme.

La guerre en Ukraine

Ce matin, les Russes ont bombardé l'Ukraine, probablement en réponse à la tentative de destruction du Pont de Kiev. Que dire sur ce conflit ?

Avant la guerre, l'Europe essayait d'avoir une relation aussi bonne que possible avec la Russie. Cette approche pragmatique a perduré au début de la guerre puisqu'on disait qu'il ne fallait pas humilier Poutine. On comprend maintenant qu'avec un tel interlocuteur, ces précautions n'ont aucun effet.

Si Poutine a une perception négative de l'Ukraine, cela a beaucoup à voir avec le sentiment européen de ce pays. Pour Poutine, il s'agit d'un enjeu civilisationnel : pas question d'abandonner à l'Europe ce territoire voisin !

Nous avons été surpris par cette guerre. Elle nous semble archaïque. Nous avons longtemps vécu avec l'idée que l'Europe, c'est le rejet de la guerre. Mais nous avons oublié que nous avons des ennemis. Nous avons oublié que la guerre est toujours une option et cela nous a obligés à revenir à une réflexion stratégique sur la défense du continent. Nous ne pouvons pas toujours compter sur les Américains pour nous aider : qu'auraient fait les Etats-Unis si Donald Trump avait été au pouvoir, et pas Joe Biden ? L'Europe doit développer son autonomie stratégique et c'est une idée nouvelle. Alors que depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, l'Allemagne avait complètement déserté le champ militaire, le chancelier Scholz veut investir massivement dans l'achat de matériel d'armement. C'est un changement profond.

Comme pour le covid, les pays européens ont été très solidaires : ils ont voté à l'unisson des paquets de sanctions et l'octroi d'une aide militaire. Mais l'hiver arrive : serons-nous prêts à accepter dans la durée les conséquences de cette politique ?

Quel avenir institutionnel pour l'Europe ?

Les Allemands militent pour une réforme des traités afin de mettre en œuvre un Etat fédéral européen. Les Français sont un peu moins partants, ils savent que cela passerait par la case referendum, ce qui est très risqué... Toutes ces évolutions prennent du temps. En attendant, lorsque la question ukrainienne sera derrière nous, il y a des chances pour que nous revenions sur les grands sujets que sont les critères de convergence, l'harmonisation des impôts et des taxes et les accords sur l'accueil des réfugiés.

Que peuvent faire les citoyens âgés ?

Les citoyens âgés peuvent donner de l'espoir aux jeunes et éviter de leur dire que « tout est fichu ». Les personnes de ma génération et les plus anciens ont trop tendance à tenir des discours négatifs sur le futur, c'est à éviter.

Les citoyens âgés doivent aussi essayer de comprendre le changement de paradigme des jeunes d'aujourd'hui sur la question de l'environnement et de la planète. Les jeunes générations sont conscientes du fait que leur avenir se joue sur ces questions. Et les grands-parents peuvent aider à faire comprendre aux parents ces changements chez leurs enfants !

Le rapport au travail évolue. Réussir sa vie ne signifie plus forcément réussir sa vie professionnelle. Nous devons le comprendre et ne pas rejeter cette vision du monde nouvelle, qui a quelque chose à voir avec la protection de la planète.

Il y aura cet hiver un débat pour savoir si la guerre en Ukraine est vraiment la nôtre et si nous devons nous y investir. Ceux qui ont connu les guerres du passé ont la responsabilité de rappeler aux plus jeunes que la liberté a un prix.

Les personnes âgées, par leur expérience, par ce qu'ils ont traversé au cours de leur vie, peuvent témoigner fermement qu'il y a des acquis, sur la place et les droits des femmes par exemple, qui ne sont plus négociables.

En conclusion, en référence au voyage de Jean-Paul II en Pologne, j'ai envie de vous dire « N'ayez pas peur ». Il ne faut pas avoir peur du changement. Ne transmettons pas cette peur à nos enfants ou nos petits-enfants. C'est notre responsabilité.